

SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIES DE LA DORDOGNE

Extrait du Registre des délibérations du Comité Syndical

COMITE SYNDICAL DU 01/06/2022

DELIBERATION N° 2022-06-059

Objet : MISE EN PLACE DE LA NOMENCLATURE M57 - à compter du 1er janvier 2023

Membres en exercice	73
Titulaires présents	43
Suppléants présents	13
Votants	56

Le premier juin deux mille vingt-deux à 09 heures, le Comité du Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne, s'est réuni à salle des fêtes d'Atur, sous la Présidence de Monsieur Philippe DUCENE, Président du SDE24.

Date de convocation : 24/05/2022

Secrétaire de séance : Monsieur Gilbert DE MIRAS

PRESENTS : Philippe DUCENE, Lionel ARMAGHANIAN, Maurice CHABROL, Serge MAZE, Alain CASTANG, Bernard FAGET, Alain MARTY, Huguette VILLARD, Jean Marie THOMAS, Jean Pierre LACOSTE, Béatrice HAGEMAN, Alain BUFFIERE, Dominique CAILLOU, Pierre CHEVALIER, Claudine FAURE, Frédéric BEAUVIER, Jean-René BERTIN, Josiane BOYER, Stéphane FAURE*, Christian BROUSSE, Daniel BRAULT*, Pascal COUNARIE, Agnès DAURIAC, Serge DOUMERC, Rodolphe DELCROS, Gilles BITTARD*, Jean Michel DREUIL, Jean-Jacques DUMONTET, Dominique DURAND, Dominique IBERTO-POINTET*, Michel LIGNAC*, Jean Pierre FRAY, Patrick GRANEREAU*, , Claire HENON, Jean-François LARAVOIRE, Jean-Marie MAIRE, Anne MARCHAND, Gérard MARTIN, Alain VILATTE*, Raymond MARTY*, Héloïse MARADENE*, Marc MELOTTI, Gérard MOURET, Alain PIERREFITTE, Flore BOYER, Jean-Luc SANCHEZ, Eric LAFONTAINE*, Gilbert RONDONNIER*, Patrick TREILLE, Marie-Rose VEYSSIERE, Sandrine HARTMANN*, Florence GAUTHIER, Jean Michel CHABAUD*, Gilbert DE MIRAS, René VISENTINI, Clovis TALLET,

***Membres suppléants**

Lesquels membres présents forment la majorité de ceux actuellement en exercice et peuvent délibérer conformément aux dispositions de l'article L.2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

EXCUSES REPRESENTES : Denis BROUILLAUD, Jean-Louis CHAZELAS, Jean-Pierre DESVERGNE, Raymond FLEURY, Georges ELIZABETH, Philippe GEORGES, Benjamin GLAISE, Michel LAROUMAGNE, Jean François MARTINET, Jean-François MATHIEU, Bernard MAZET, Josiane SOURDET, Henri TONELLO,

EXCUSES : Michel AUGÉIX, Thierry BOIDE, Denis BROUILLAUD, Brigitte CABIROL, Daniel CHAUME, Jean-Louis CHAZELAS, Stéphanie CONTRERAS, François COURTEY, Jean-Pierre DESVERGNE, Eric DUBOIS, Georges ELIZABETH, Joël EYMET, Joël GADAUD, Philippe GEORGES, Benjamin GLAISE, Francis JAGOURD, Michel LAROUMAGNE, Jean François MARTINET, Jean-François MATHIEU, Bernard MAZET, Laurent PELLERIN, Alain POINET, Josiane SOURDET, Henri TONELLO, Eric VARIN, Marc MATTERA, Delphine LABAILS, Emeric LAVITOLA, Christian BORDENAVE,

Administration et invités :

Présents : Mme Camille BOULLEVEAU Directrice Générale des Services, Mme Catherine DORET Directrice Générale Adjointe, Mme Estelle LACHAUD Directrice de l'Innovation et de la Transition Energétique, M. Nicolas AUBIN Directeur des Travaux et du Contrôle, Madame Laurence MICHAUD Cheffe du service des finances, Madame Marlène BORGES CORREIA Responsable des ressources humaines, Florine FORGE Chargée de communication.

Absents excusés : M. Sébastien LAMONTAGNE, préfet de la Dordogne, M. Fabrice MAURIE, payeur départemental.

Contexte réglementaire et institutionnel

En application de l'article 106 III de la loi n°2015-9941 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent, par délibération de l'assemblée délibérante, choisir d'adopter le cadre fixant les règles budgétaires et comptables M57 applicables aux métropoles.

Cette instruction, qui est la plus récente, la plus avancée en termes d'exigences comptables et la plus complète, résulte d'une concertation étroite intervenue entre la Direction générale des collectivités locales (DGCL), la Direction générale des finances publiques (DGFIP), les associations d'élus et les acteurs locaux. Destinée à être généralisée, la M57 deviendra le référentiel de droit commun de toutes les collectivités locales d'ici au 1er janvier 2024.

Reprenant sur le plan budgétaire les principes communs aux trois référentiels M14 (Communes et Etablissements publics de coopération intercommunale), M52 (Départements) et M71 (Régions), elle a été conçue pour retracer l'ensemble des compétences exercées par les collectivités territoriales. Le budget M57 est ainsi voté soit par nature, soit par fonction avec une présentation croisée selon le mode de vote qui n'a pas été retenu.

Le référentiel budgétaire et comptable M57 étend en outre à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les Régions, offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires. C'est notamment le cas en termes de gestion pluriannuelle des crédits avec, en fonctionnement, la création plus étendue des autorisations d'engagement mais également, à chaque étape de décision, le vote des autorisations en lecture directe au sein des documents budgétaires. Par ailleurs, une faculté est donnée à l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel. Ces mouvements font alors l'objet d'une communication à l'assemblée au plus proche conseil suivant cette décision.

Compte tenu de ce contexte réglementaire et de l'optimisation de gestion qu'elle introduit, il est proposé d'adopter la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable et l'application de la M57, pour le Budget Principal et les budgets annexes, à compter du 1er janvier 2023.

Fixation du mode de gestion des amortissements et immobilisations en M57

La mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1er janvier 2023 implique de fixer le mode de gestion des amortissements des immobilisations. En effet, conformément aux dispositions de l'article L2321-2-27 du code général des collectivités territoriales (CGCT), pour les communes dont la population est égale ou supérieure à 3 500 habitants, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles est considéré comme une dépense obligatoire à enregistrer dans le budget de la collectivité. Pour rappel, sont considérés comme des immobilisations tous les biens destinés à rester durablement et sous la même forme dans le patrimoine de la collectivité, leur valeur reflétant la richesse de son patrimoine. Les immobilisations sont imputées en section d'investissement et enregistrées sur les comptes de la classe 2 selon les règles suivantes :

- Les immobilisations incorporelles en subdivision du compte 20 ;
- Les immobilisations corporelles en subdivision des comptes 21, 22 (hors 229), 23 et 24 ;
- Les immobilisations financières en subdivision des comptes 26 et 27.

L'amortissement est une technique comptable qui permet chaque année de faire constater forfaitairement la dépréciation des biens et de dégager une ressource destinée à les renouveler. Ce procédé permet de faire figurer à l'actif du bilan la valeur réelle des immobilisations et d'étaler dans le temps la charge consécutive à leur remplacement.

Dans ce cadre, les communes procèdent à l'amortissement de l'ensemble de l'actif immobilisé sauf exceptions (œuvres d'art, terrains, frais d'études suivies de réalisation et frais d'insertion, agencements et aménagements de terrains, immeubles non productifs de revenus...).

En revanche, les communes et leurs établissements publics ont la possibilité d'amortir, sur option, les réseaux et installations de voirie.

Par ailleurs, les durées d'amortissement sont fixées librement par l'assemblée délibérante pour chaque catégorie de biens, sauf exceptions, conformément à l'article R2321-1 du CGCT.

Dans le cadre de la mise en place de la M57, il est proposé de mettre à jour la précédente délibération en précisant les durées applicables aux nouveaux articles issus de cette nomenclature, les autres durées d'amortissement, correspondant effectivement aux durées habituelles d'utilisation, restant inchangées. (cf. annexe jointe),

Enfin, la nomenclature M57 pose le principe de l'amortissement d'une immobilisation au prorata temporis. Cette disposition nécessite un changement de méthode comptable, le Syndicat Départemental d'Energies calculant en M14 les dotations aux amortissements en année pleine, avec un début des amortissements au 1er janvier N + 1. L'amortissement prorata temporis est pour sa part calculé pour chaque catégorie d'immobilisation, au prorata du temps prévisible d'utilisation. L'amortissement commence ainsi à la date effective d'entrée du bien dans le patrimoine du Syndicat Départemental d'Energies.

Ce changement de méthode comptable s'appliquerait de manière progressive et ne concernerait que les nouveaux flux réalisés à compter du 1er janvier 2023, sans retraitement des exercices clôturés. Ainsi, les plans d'amortissement qui ont été commencés suivant la nomenclature M14 se poursuivront jusqu'à l'amortissement complet selon les modalités définies à l'origine.

En outre, dans la logique d'une approche par les enjeux, une entité peut justifier la mise en place d'un aménagement de la règle du prorata temporis pour les nouvelles immobilisations mises en service, notamment pour des catégories d'immobilisations faisant l'objet d'un suivi globalisé à l'inventaire (biens acquis par lot, petit matériel ou outillage, fonds documentaires, biens de faible valeur...).

Dans ce cadre, il est proposé d'appliquer par principe la règle du prorata temporis et dans la logique d'une approche par enjeux, d'aménager cette règle pour d'une part, les subventions d'équipement versées, d'autre part, les biens de faible valeur c'est-à-dire ceux dont le coût unitaire est inférieur au seuil de 1000 € TTC et qui font l'objet d'un suivi globalisé (un numéro d'inventaire annuel par catégorie de bien de faible valeur). Il est proposé que ces biens de faibles valeurs soient amortis en une annuité au cours de l'exercice suivant leur acquisition.

Application de la fongibilité des crédits

L'instruction comptable et budgétaire M57 permet enfin de disposer de plus de souplesse budgétaire puisqu'elle autorise le comité syndical à déléguer au président la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5% du montant des dépenses réelles de chacune des sections (article L. 5217-10-6 du CGCT). Dans ce cas, le Président informe l'assemblée délibérante de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance.

A titre d'information, le budget primitif du budget principal 2022 s'élève à 9 450 915.41€ en section de fonctionnement et à 16 455 980.32 € en section d'investissement. La règle de fongibilité des crédits aurait porté en 2022 sur 471 693.86 € en fonctionnement et sur 1 234 198.52 € en investissement.

VU le rapport présenté par Monsieur Philippe DUCENE, président,

Le COMITE SYNDICAL, à l'unanimité :

- **ADOpte** la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable de la M57, pour le Budget principal et les budgets annexes du SDE 24, à compter du 1er janvier 2023.
- **DECIDE de conserver** un vote par nature et par chapitre globalisé à compter du 1er janvier 2023.
- **APPROUVE** la mise à jour de la précédente délibération en précisant les durées des amortissements applicables aux nouveaux articles issus de cette nomenclature, les autres durées d'amortissement, correspondant effectivement aux durées habituelles d'utilisation, restant inchangées, conformément à l'annexe jointe
- **DECIDE** que l'amortissement pour chaque catégorie d'immobilisations sera calculé au prorata temporis.
- **DECIDE d'aménager** la règle du prorata temporis dans la logique d'une approche par enjeux, pour les subventions d'équipement versées et les biens de faible valeur, c'est-à-dire ceux dont le coût unitaire est inférieur au seuil de 1 000,00 € TTC, ces biens de faible valeur étant amortis en une annuité unique au cours de l'exercice suivant leur acquisition.
- **AUTORISE** le Président à procéder, à compter du 1er janvier 2023, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, et ce, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections.
- **AUTORISE** le Président ou son représentant délégué à signer tout document permettant l'application de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus et ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,
Président du SDE24,
Philippe DUCENE

